

L'opinion, l'énergie et le climat

Les Français sont de plus en plus intéressés par les questions énergétiques et environnementales, mais restent encore assez ignorants de ces domaines. Ils sont globalement favorables aux énergies renouvelables, et majoritairement convaincus que l'électricité nucléaire, malgré les risques, demeure indispensable. Ils sont prêts à payer plus cher pour une électricité verte, mais refuseraient une hausse de plus de 5 %.

Persuadés qu'il faut modifier de façon importante leur mode de vie pour limiter l'effet de serre, les Français voient dans les transports le domaine où il est le plus efficace d'agir ; pourtant même quand les prix des carburants sont élevés, une part assez importante des utilisateurs de voiture préféreraient ne pas changer leurs habitudes.

Véronique Paquel, SOEs

Dans un contexte d'épuisement des ressources pétrolières et de leurs dérivés, les Français en janvier 2008 (*sources*) pensent majoritairement (64 %) que les pouvoirs publics devraient privilégier le développement des nouvelles formes d'énergie, alors que 36 % favorisent l'idée de «rechercher surtout à faire des économies d'énergie».

Le soutien aux autres formes d'énergie augmente avec l'âge de 62 % chez les moins de 25 ans à 69 % chez les 40-59 ans et diminue ensuite à 53 % chez les plus de 70 ans. Les personnes les plus diplômées sont les plus convaincues : 73 % chez les diplômés du supérieur contre 49 % chez les non diplômés. Le développement d'autres formes d'énergie est d'autant plus souhaité que la sensibilité à l'écologie est affichée.

Les nouvelles formes d'énergie semblent intéressantes aussi bien pour produire de l'électricité verte que pour remplacer les produits pétroliers (*encadré*).

Forte adhésion pour la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables

En janvier 2008, les Français (près de 70 %) plébiscitent la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables, 22 % tiennent à maintenir une part prépondérante au nucléaire, 8 % seulement sont favorables aux centrales thermiques classiques utilisant des combustibles fossiles.

Dans toutes les catégories de la population sans aucune exception, le choix de l'électricité verte prévaut sans ambiguïté : il recueille de 54 % des avis (taux le plus bas chez les plus de 70 ans) à 83 % (chez les jeunes). Les hommes sont relativement plus favorables au maintien du nucléaire (26 %) que les femmes (18 %). Les femmes insistent un peu plus sur le recours aux énergies de substitution (73 %, contre 66 % des hommes). Les centrales thermiques classiques rencontrent très peu de partisans dans toutes les catégories.

Ces résultats confortent ceux de l'automne 2007 où 80 % des Français (sondage Ifop) pensaient que les énergies renouvelables sont un substitut aux énergies utilisées pour la production d'électricité (29 % entièrement, 51 % partiellement), pourcentage d'autant plus élevé que les personnes interrogées sont plus diplômées.

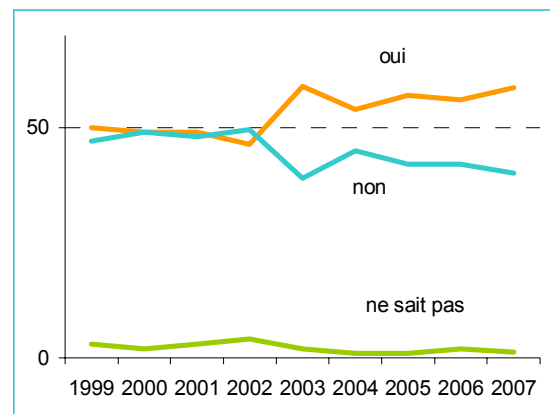
Un effort financier accepté

Cette évolution a un coût, globalement accepté : une majorité de la population (59 % en juin 2007), proportion quasiment stable depuis 2003, se dit prête à accepter une augmentation de sa facture d'électricité si elle a l'assurance que toute l'électricité consommée est produite à partir d'énergies renouvelables, alors que de 1999 à 2002, les avis étaient plus partagés (*figure 1*).

1 - Le surcoût de l'électricité d'origine renouvelable

Etes-vous prêt à payer plus cher l'électricité d'origine renouvelable ?

(en %)



Source : CRÉDOC, Baromètres de l'énergie 1999-2007

Payer plus cher une électricité verte est accepté majoritairement dans pratiquement toutes les catégories de la population ; le refus ne l'emporte que chez les plus de 70 ans (51 %) et chez les non diplômés (52 %). Mais si près des deux tiers des Français en juin 2008 (*sources*) semblent prêts à faire un effort, ils n'envisagent qu'un engagement financier limité : 45 % des enquêtés n'iraient pas au-delà d'un surcoût de 5 %. L'effort accepté a cependant tendance à augmenter : 20 % des enquêtés disent aujourd'hui être prêts à dépasser 5 % d'augmentation de leur facture ; ils étaient 15 % en juin 2005 et 12 % en juin 2004.

Trois caractéristiques (évidemment pas indépendantes) favorisent l'acceptation d'une contribution plus conséquente : l'âge, les diplômes et les revenus. La part de ceux qui accepteraient une hausse de 5 à 10 % est plus élevée chez les moins de 25 ans (18 %), les diplômés du supérieur (24 %), et ceux situés en haut de l'échelle des revenus (19 %) que dans l'ensemble de la population (12 %). À l'inverse les plus de 70 ans (7 %), les non-diplômés (7 %) et les personnes avec les revenus les moins élevés (10 %) sont moins enclins à accepter une telle augmentation.

Encadré

Les agrocarburants : un substitut partiel au pétrole

22 % des Français (en janvier 2008) estiment qu'ils pourraient remplacer en totalité les produits pétroliers, 54 % en partie ; mais les agrocarburants ne sont pas jugés comme une bonne solution par 21 % de la population. Le choix du remplacement partiel du pétrole par des agrocarburants passe de 48-49 % (chez les non diplômés, les indépendants) à 59-60 % pour les hauts revenus et les étudiants et atteint un maximum chez les moins de 25 ans (65 %). Automobilistes ou pas, « avaleurs » de kilomètres ou non, les Français admettent dans toutes les catégories que les agrocarburants sont un substitut au moins partiel aux hydrocarbures. Les personnes estimant que les agrocarburants ne sont pas une bonne solution se recrutent plus souvent chez les diplômés du supérieur (26 %) et les retraités (27 %).

L'électricité nucléaire : toujours plus d'avantages que d'inconvénients pour une majorité de Français

L'opinion maintient un jugement favorable sur le recours au nucléaire (*figure 2*) : pour 48 % des Français (juin 2008) le choix du nucléaire présente plutôt des avantages pour produire l'électricité, pour 40 % plutôt des inconvénients. Mais l'opinion tempère un peu son jugement : le sentiment que ce choix est plutôt avantageux a perdu 3 points entre janvier et juillet 2008, sans pour autant renforcer l'idée qu'il génère plutôt des inconvénients (+ 1 point) ; une plus grande hésitation à se prononcer (+ 2 points de « sans avis ») compense ces mouvements. La baisse des jugements favorables au nucléaire se manifeste en particulier chez les plus de 70 ans (- 8 points en six mois), les personnes restant au foyer (- 12 points) et les femmes (- 6 points).

L'acceptation du nucléaire est forte chez les diplômés du supérieur : 55 % trouvent plutôt des avantages (- 4 points au cours des six derniers mois). Chez les non diplômés, l'acceptation est faible : 38 % trouvent plutôt des avantages, 42 % plutôt des inconvénients et 20 % sont sans avis (+ 5 points au cours des six derniers mois).

Les Français placent en tête les avantages économiques du nucléaire (coût plus faible de l'électricité, stabilité des prix...) ; l'absence d'impact sur l'effet de serre est maintenant considérée comme un atout fort du nucléaire (*figure 3*). Pourtant, 57 % des Français continuent de penser que la production d'électricité dans une centrale nucléaire est une cause possible du changement climatique (Ifop novembre 2007). La contribution à l'indépendance énergétique et le développement d'une technologie de pointe sont moins mis en avant.

Les avantages généraux (indépendance énergétique, absence d'impact sur l'effet de serre) sont plus souvent cités par les cadres supérieurs, les indépendants et les étudiants et par les moins de 40 ans ; l'indépendance énergétique est l'argument numéro 1 chez les cadres supérieurs.

Ces résultats peuvent être rapprochés de ceux de 2000 où une question très voisine n'était posée qu'aux seules personnes trouvant plutôt des avantages au nucléaire : le coût plus faible du kilowattheure arrivait très nettement en tête, la contribution à l'indépendance énergétique en seconde position, la stabilité du prix de l'électricité et surtout l'absence d'impact sur l'effet de serre étaient loin derrière.

L'industrie du nucléaire toujours perçue comme une activité à risque

Pour trois Français sur quatre, la gestion des déchets radioactifs et le risque d'accident grave dans une centrale sont les principaux inconvénients de l'électricité nucléaire (*figure 4*). Le risque d'accident, inconvénient le plus cité en première réponse, est particulièrement pointé par les 60-69 ans (71 % des deux réponses, contre 63 % pour l'ensemble de la population) ; cet inconvénient n'est cité (en cumul) que par 58 % des moins de 25 ans et perd chez eux 6 points en six mois.

La production et le stockage des déchets radioactifs deviennent moins préoccupants : cet inconvénient baisse de 69 % début 2007 à 63 % aujourd'hui et reste particulièrement cité par les cadres supérieurs (77 %). Les déchets inquiètent relativement peu les personnes de plus de 70 ans et les jeunes de moins de 25 ans.

La crainte des radiations croît légèrement au printemps 2008 (très nettement chez les indépendants) et est plus particulièrement citée par les jeunes (53 % contre 48 % pour l'ensemble de la population).

Le moindre recours aux énergies renouvelables préoccupe surtout les jeunes (24 % contre 14 % pour l'ensemble de la population) et les cadres supérieurs (29 %). En 2000, à une question posée aux seules personnes trouvant plutôt des inconvénients au nucléaire, le moindre recours aux énergies renouvelables était pratiquement absent des réponses, la production et le stockage des déchets nucléaires devançaient largement le risque d'accident grave dans une centrale et les dangers des radiations.

L'industrie nucléaire est toujours considérée comme une activité à risque par une majorité de la population (55 %), constat qui n'a guère changé dans l'opinion depuis plus de vingt ans. Ces questions ont été posées au début de l'été 2008 avant les échos médiatiques accordés aux incidents dans la centrale du Tricastin.

Les femmes sont les plus soucieuses de ces risques, les personnes diplômées du supérieur en sont moins inquiètes. 68 % des personnes interrogées en juin 2008 estiment qu'« en France, des contrôles réguliers sont assurés dans les centrales nucléaires par les pouvoirs publics » ; une certaine prudence reste cependant de mise : 45 % sont plutôt d'accord et 23 % seulement totalement d'accord avec cette affirmation. La confiance est particulièrement élevée chez les cadres (80 %), les Franciliens (73 %) mais moindre chez les titulaires de faibles revenus (58 %).

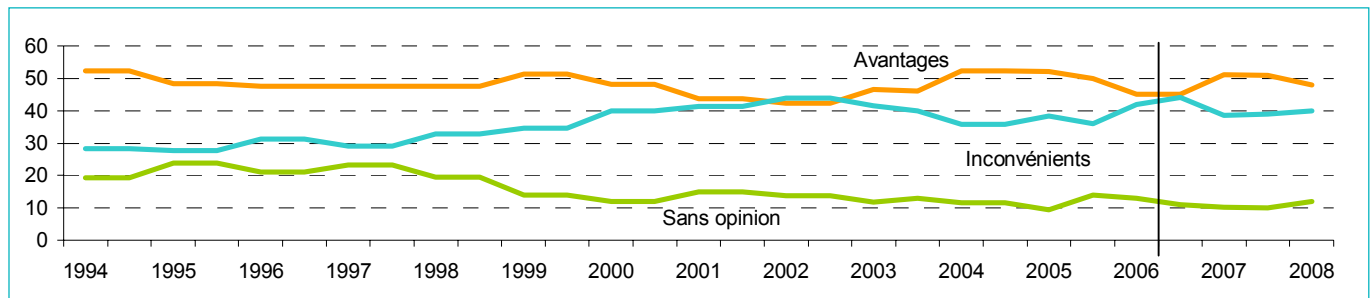
Le traitement des déchets radioactifs n'inquiète plus que la moitié de la population : la proportion de Français pensant qu'« en France, le stockage des déchets nucléaires n'est pas correctement assuré » est pour la deuxième année consécutive inférieure à 50 % alors que cette part avoisinait ou dépassait 70 % au début des

années quatre-vingt-dix. La méfiance reste pourtant générale dans presque toutes les catégories (hors Île-de-France). Les hésitants (sans opinion) se développent dans toutes les catégories, particulièrement chez les plus de 70 ans et chez les Franciliens.

2 - Opinion sur l'électricité d'origine nucléaire

Selon vous, le choix du nucléaire pour produire les trois quarts de l'électricité en France présente-t-il plutôt des avantages ou plutôt des inconvénients ?

(en %)



Source : CRÉDOC, Baromètres de l'énergie 1994-2008

3 et 4 - Avantages et inconvénients de l'électricité d'origine nucléaire

En France, le choix a été fait de privilégier le nucléaire pour produire l'électricité. Parmi les avantages suivants du recours à l'électricité d'origine nucléaire, quels sont les deux qui, selon vous, sont les plus importants ?

(en %)

Cumul des deux réponses (%)	Jun 2006	Jun 2007	Janvier 2008	Jun 2006	Évolution en six mois
Coût plus faible du kilowattheure	39	35	36	37	+1
Stabilité des prix de l'électricité	31	31	35	35	=
Absence d'impact sur l'effet de serre	32	37	34	35	+1
Contribution à l'indépendance énergétique	33	37	36	32	-4
Développement de la technologie de pointe	20	22	17	16	-1
Bénéfices de la vente d'électricité à l'étranger	8	12	13	6	-7
Autre	2	2	1	2	+1
Aucun de ces avantages	17	13	14	18	+4

Et parmi les inconvénients suivants du recours à l'électricité d'origine nucléaire, quels sont les deux qui, selon vous, sont les plus importants ?

Cumul des deux réponses (%)	Jun 2006	Jun 2007	Janvier 2008	Jun 2006	Évolution en six mois
Risque d'un accident grave dans une centrale	66	60	64	63	-1
Production et stockage de déchets radioactifs	62	67	67	63	-2
Danger de radiations	46	46	45	48	+3
Moindre recours aux énergies renouvelables	14	17	15	14	-1
Aucun de ces inconvénients	6	5	5	5	=
Ne sait pas	1	1	1	1	=

Source : CRÉDOC, Baromètres de l'énergie 2006-2008

Les consommateurs sensibilisés aux risques environnementaux pour la planète

Influencés par les conditions météorologiques, par le troisième rapport du groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) et les nombreuses manifestations sur ce sujet, par l'engagement des politiques, artistes et scientifiques, les Français déclaraient majoritairement (56 %) en juin 2007 qu'il fallait modifier de façon importante leurs modes de vie pour limiter

l'effet de serre ; 30 % estimaient qu'il n'y avait pas grand-chose à faire, (« on n'arrivera pas à limiter l'effet de serre, surtout si tous les pays du monde n'agissent pas ensemble ») et 13 % que les progrès techniques et l'avancée de la recherche permettraient de trouver des solutions pour limiter l'effet de serre.

Toujours en juin 2007, à la question « Pour lutter contre le changement climatique, dans quel domaine pensez-vous qu'il est le plus efficace d'agir ? », les personnes interrogées citaient (cumul des 2 réponses) le domaine des transports à 67 % ; ce secteur

était particulièrement mis en avant par les cadres supérieurs (70 %), par les habitants des villes de plus de 100 000 habitants (71 %) et par les 40-59 ans (69 %). Mais les Français motorisés disent qu'ils n'accepteront (en janvier 2008) de faire nettement moins usage de leur véhicule que lorsque le prix des carburants se situera entre 2 et 3 euros.

Malgré des prix élevés des carburants (en juin 2008) qui auraient pu les contraindre à changer de comportement, une part assez importante de possesseurs de voiture (27 %) déclarent ne rien changer à leurs habitudes, 49 % essaient de moins utiliser leur voiture, 11 % évitent de se déplacer, 7 % utilisent davantage les transports en commun. L'opinion qu'il faudrait « utiliser moins sa voiture » est dominante dans toutes les catégories de population, notamment chez les automobilistes très sensibles à l'environnement (55 %). La volonté de ne pas changer de comportement est particulièrement manifeste chez les travailleurs indépendants (47 %) et les cadres supérieurs (36 %). Le choix des transports en commun est un peu plus souvent préconisé par les jeunes et les cadres supérieurs.

Une connaissance du secteur et des techniques nouvelles encore imparfaite

Les Français sont de plus en plus préoccupés par les questions énergétiques : 71 % (selon l'Ifop en octobre 2007) disaient que « les questions liées à l'énergie étaient des sujets qui les intéressaient assez ou beaucoup », contre 51 % en 2002, les populations jeunes et aisées étant les plus concernées.

Mais face à des questions précises, les Français demeurent assez ignorants. Ainsi, l'opinion sous-estime la part réelle des énergies renouvelables dans la production totale d'électricité en France : 65 % l'évaluent aujourd'hui à moins de 10 % (elle est en réalité de 12 à 13 %), 20 % pensent qu'elle couvre entre 11 % et 20 % de la production nationale, tandis que 8 % la surestiment très nettement en la fixant à plus de 20 %, et 7 % ne savent pas. L'idée la plus couramment véhiculée, indifféremment ou presque des catégories sociales, est que les énergies renouvelables représenteraient aujourd'hui de l'ordre de 5 à 10 % de la production d'électricité (38 % des avis en moyenne).

En juin 2008, la technique consistant à « capturer » le CO₂ et à le stocker ensuite, comme solution pour lutter contre le changement climatique, est encore largement ignorée du grand public : 70 % des enquêtés n'en ont pas entendu parler. La connaissance de ce procédé a néanmoins progressé en un an (+ 7 points) : 15 % connaissent cette technique et trouvent qu'elle présente des avantages, 12 % la connaissent mais la dotent d'inconvénients. Seuls les cadres supérieurs sont un peu moins ignorants de la question (52 % disent ne pas en avoir entendu parler).

Des freins au changement de comportement

Les différentes formes de communication semblent avoir bien réussi à expliquer les risques environnementaux et la nécessité de modifier les modes de vie. Mais de la prise de conscience théorique au changement de comportement, il y a une marge et de fortes contraintes : contraintes budgétaires bien sûr lorsque la solution est plus coûteuse ou implique de commencer par un investissement, contraintes matérielles aussi lorsque les options alternatives font défaut ou sont moins pratiques. ●

Sources

À la demande de l'Observatoire de l'énergie désormais intégré au Service de l'observation et des statistiques du Commissariat général au développement durable, le CRÉDOC réalise deux fois par an, en janvier et du 15 juin au 14 juillet, une enquête auprès d'un échantillon représentatif de 2 000 Français âgés de 18 ans et plus sur leur opinion en matière d'énergie. Traditionnellement orienté sur la perception de l'électricité nucléaire par les Français, ce sondage a évolué au cours des dernières années pour permettre de mesurer l'état d'esprit face aux enjeux énergétiques et environnementaux qui sont devenus d'une actualité brûlante. L'analyse présentée ici s'appuie tantôt sur des questions posées régulièrement, tantôt sur des questions posées de façon ponctuelle, d'où des références à des dates variables. Ainsi, en juin 2008, les Français ont été interrogés sur le surcoût qu'ils seraient prêts à accepter pour consommer de l'électricité verte. Auparavant, on leur demandait seulement s'ils seraient prêts à payer plus cher l'électricité d'origine renouvelable.

Pour en savoir plus :

Les enquêtes d'opinion des Français sur l'énergie :

http://www.industrie.gouv.fr/energie/statisti/f1e_stats.htm

Ressources, territoires et habitats
Énergie et climat
Prévention des risques
Développement durable
Infrastructures, transports et mer

Présent
pour
l'avenir

le
point sur

Commissariat général
au développement
durable

Service de l'observation
et des statistiques

Tour Voltaire
92055 La Défense cedex
Tél. : (33/0) 1 40 81 13 15
Fax. : (33/0) 1 40 81 13 30

Directeur
de la publication :
Bruno Tréguët

Rédacteur en chef :
Olivier Ribon

Conception :
Catherine Grosset

Impression : Imprimerie
intégrée au Meedat
Imprimé sur du papier FSC
issu des forêts gérées
durablement

ISSN : en cours

Dépot légal : Février 2009